



## IRAN - Le rapport de l'AIEA : un aller simple pour la guerre ?

Par [Pierre Piccinin](#)

Mondialisation.ca, 11 novembre 2011

11 novembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

À nouveau, des bruits de bottes sourdent autour de la République islamique d'Iran et de ses champs pétrolifères.

Il existe de « *sérieuses préoccupations concernant les possibles dimensions militaires du programme nucléaire iranien* ». Ce sont là les conclusions du rapport de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), publié le 8 novembre 2011.

À Tel-Aviv et Washington, on a d'emblée évoqué l'éventualité d'actions militaires...

Si l'on ne trouvera rien de bien neuf dans le contenu de ce rapport, qui ne fait que reprendre les supputations d'usage à l'égard du nucléaire iranien, on ne manquera pas, en revanche, de s'intéresser à la manière dont ces faits évoqués de longue date sont aujourd'hui présentés, sous la plume du japonais Yukiya Amano, ancien ambassadeur à Washington, qui a succédé à Mohamed el-Baradei au poste de directeur général de l'AIEA, en novembre 2009.

Le rapport fait cette fois état « d'informations », fournies par les services secrets d'une dizaine de pays membres de l'AIEA. Autrement dit, l'AIEA, par ce rapport, avalise désormais les assertions de nations hostiles à l'Iran, tels les États-Unis, la Grande-Bretagne ou encore la France sarkozienne, qui –comme on l'aura pu constater depuis quatre ans- a réaligné sa politique étrangère sur celle de Washington et de Tel-Aviv.

D'où les protestations du ministre iranien des Affaires étrangères, Ramin Mehmanparast, qui accuse l'AIEA de faire le jeu de ces puissances ennemies et de préparer l'opinion publique internationale à une intervention contre son pays.

Et comment, en effet, ne pas comparer ce surprenant rapport de l'AIEA à d'autres documents du genre, qui furent lourds de conséquences pour le Moyen-Orient ?

Ainsi, on se souviendra des frappes aériennes sur l'Irak, que menèrent conjointement États-Unis et Britanniques en décembre 1998.

Plus exactement, on se remémorera les motifs de ces frappes : Bagdad fut accusée par un rapport de Richard Butler, le directeur des inspecteurs de l'ONU en Irak, d'avoir repris un programme d'armement nucléaire.

Mais les frappes eurent lieu le 16 décembre, tandis que le rapport de Richard Butler ne fut

délivré que plusieurs jours plus tard : ces frappes, ordonnées in extremis par le président William Clinton, eurent lieu précisément à la veille d'un vote par le Congrès états-unien sur la destitution du président, suite au parjure dont William Clinton s'était rendu coupable dans le cadre de « l'affaire Monica Lewinsky », vote programmé pour le 17 décembre.

Autrement dit, l'intervention, motivée a posteriori par un rapport mensonger, fut, pour le président William Clinton, le moyen de faire reporter le vote du Congrès, dans la mesure où l'état de guerre nécessitait le maintien du pouvoir exécutif, c'est-à-dire du président en fonction.

Il fut plus tard établi que Richard Butler avait agi en accord avec les services secrets états-uniens.

De même, on se souviendra du faux rapport que le premier-ministre britannique de l'époque, Antony Blair, avait demandé de produire à son directeur de la communication, Alastair Campbell, pour présenter l'Irak, en 2003, comme une menace sérieuse pour la sécurité nationale. Ce rapport fut déposé devant le Parlement par le premier-ministre, qui affirma que l'Irak était capable de frapper la Grande-Bretagne et l'Europe avec des armes de destruction massive en moins de quarante-cinq minutes. Ce sur quoi la plupart des députés britanniques ont voté l'entrée en guerre contre l'Irak.

En réalité, cet « *excellent dossier présenté par le Royaume-Uni décrivant en détail les activités de dissimulation irakiennes* », tel qu'il fut qualifié devant le Conseil de Sécurité de l'ONU par Colin Powell, le secrétaire d'Etat états-unien, consistait en une thèse d'étudiant en science politique vieille de douze ans, complétée par plusieurs articles universitaires disponibles sur internet et modifiés pour les besoins de la cause.

Dans le même temps, le directeur des inspecteurs de l'ONU en Irak, le suédois Hans Blix, qui contestait le faux rapport, devint la cible d'une effroyable campagne de dénigrement et de calomnies de la part de Londres et de Washington.

L'invasion eu lieu, sans l'accord du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Par la suite, deux universitaires dévoilèrent les faits au grand public : le professeur Glen Rangwala, de l'Université de Cambridge, reconnut dans ce le rapport les articles de science politique utilisés par le cabinet du premier-ministre ; il en informa la BBC, indiquant aussi les passages qui avaient été modifiés pour rendre le rapport plus alarmiste. Le docteur en microbiologie David Kelly, qui avait participé aux missions de l'ONU en Irak, contacta également la BBC, pour lui faire part de ses doutes sur l'origine du fameux rapport (quelques semaines plus tard, D. Kelly fut retrouvé mort dans un bois, les veines du poignet tranchées).

L'intervention en Libye à peine terminée, serait-on en train de rejouer un scénario à l'irakienne, à l'encontre de l'Iran cette fois ?

Mais, plus pernicieusement encore, le piège consiste à se laisser enfermer dans cette focalisation de l'attention sur le nucléaire iranien.

En effet, l'Iran n'est pas le seul État qui chercherait (remarquez le conditionnel) à se doter de l'arme nucléaire, pour assurer sa sécurité face aux appétits grandissant des puissances occidentales.

D'autres s'activent dans ce domaine. Bien plus avancés que l'Iran, ne devraient-ils pas être considérés comme des priorités, telle, par exemple, la Corée du Nord, qui possède ce type d'armement et cherche à augmenter la portée de ses vecteurs ?

Ou telle Israël qui, sans avoir jamais reconnu posséder des têtes nucléaires, ne l'a jamais nié non plus et est plus que soupçonnée, depuis des années, d'en cacher dans ses arsenaux...

Pierre PCCININ

Historien – Politologue (Bruxelles)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Pierre Piccinin](#), Mondialisation.ca, 2011

---

Articles Par : [Pierre Piccinin](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)